

Notice de sélection pour le Recrutement de Consultant Individuel

IC/78-1/PCH/2020

Date: 28 Septembre 2020

Pays : République Centrafricaine

Intitulé : Recrutement d'un(e) Consultant(e) international(e) pour l'étude et l'élaboration d'un programme de formation continue ainsi que du plan de mise en œuvre destiné aux constructeurs et exploitants de PCH.

Recrutement d'un(e) Consultant(e) national(e), Assistant(e) Technique en appui au/à la consultant(e) international(e) pour l'étude et l'élaboration d'un programme de formation continue ainsi que du plan de mise en œuvre destiné aux constructeurs et exploitants de PCH.

Durée de la mission : 45 jours ouvrables

Lieu Bangui

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier. **Votre proposition devra être reçue** au plus tard le 12 Octobre 2020. N'hésitez pas à écrire à l'adresse procurement.cf@undp.org pour toute information complémentaire.

I. INFORMATIONS SUR LE POSTE

| | |
|---|---|
| Titre du poste | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Consultant(e) international(e) pour l'étude et l'élaboration d'un programme de formation continue ainsi que du plan de mise en œuvre destiné aux constructeurs et exploitants de PCH. ➤ Consultant(e) national(e), Assistant(e) Technique en appui au/à la consultant(e) international(e) pour l'étude et l'élaboration d'un programme de formation continue ainsi que du plan de mise en œuvre destiné aux constructeurs et exploitants de PCH. |
| Nombre de postes | 02 |
| Niveau du (des) Poste (s) (Local ou International) | National et international |
| Nature de la consultation (Support/Substance) : | (Support/Substance) |
| Type de contrat et Grade | IC |
| Type d'affectation (Home based ou sur site) | Bangui |
| Lieu d'affectation | République Centrafricaine |
| Supervision | Représentante Résidente Adjointe au Programme |
| Durée de la mission | 45 jours ouvrables |
| Date estimative de démarrage de la mission | Dès signature du contrat |
| II. CONTEXTE/OBJECTIF | |

La République Centrafricaine (RCA) avec une superficie d'environ 623 000 km², 5,069 millions d'habitants (dont 50,2% de femmes parmi lesquelles et 61% vivant en milieu rural), dispose d'un potentiel important en ressources naturelles notamment agropastorale avec 15 millions d'hectares de terres arables et de riches terres de pâturage dont l'étendue et le parcours sont estimés à 16 millions d'hectares, forestières avec 5,6 millions d'hectares de forêts dense et humide et 301 espèces d'arbres identifiées, minières avec plus de 450 indices miniers et pétroliers identifiés dont le diamant, l'or, le fer, l'uranium, hydrauliques avec une pluviométrie, à plus de 160 milliards de m³ en moyenne par an à 47 milliards m³/an d'eau de surface, 35 milliards m³/an d'eau souterraine et un potentiel hydroélectrique du pays est de 2 000 MW dont 1% est valorisé. Malgré ce fort potentiel, la RCA est classée parmi les dix pays les plus pauvres au monde.

L'appui de la communauté internationale a permis à la RCA de retrouver, après trois années de transition, l'ordre constitutionnel à l'issue des élections libres et démocratiques en mars 2016. L'accalmie retrouvée a permis d'adopter le « *Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafrique (RCPCA 2017-2021)* » qui a été présenté à la communauté des bailleurs de fonds à la table-ronde de Novembre 2016 à Bruxelles. Ce document sert de cadre pour les interventions du Gouvernement et des partenaires au développement et constitue un instrument pour la mobilisation des ressources. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement et la communauté internationale dans le sens de la reconstruction, le relèvement et de la consolidation de la paix, le pays demeure fragile, avec d'importants défis à relever.

C'est ainsi qu'au niveau du secteur de l'énergie, malgré les efforts entrepris depuis la grande période d'étiage de 1983, en 2016, le taux d'accès à l'électricité est de 23% à Bangui et 3,7% au niveau national, le taux de desserte est de 24%, et le taux d'électrification de 3,8% et quasi nul à l'intérieur du pays. Ces faibles taux de desserte et d'électrification ont fait de la biomasse et les combustibles fossiles, les principales sources d'énergie en 2016, avec 98% du bilan énergétique soit 2,64 millions de tep de bois consommés durant l'année. Dans ces conditions, le secteur de l'énergie est devenu le 3^{ème} plus grand producteur de CO₂ derrière les secteurs agricole et sylvicole avec 2% d'émissions par an qui pourrait atteindre près de 25% du total des émissions de gaz à effet de serre du pays à l'horizon 2030.

Le sous-secteur de l'électricité est caractérisé par l'insuffisance et l'instabilité de l'offre d'électricité en RCA, qui augmentent les coûts de production. Les problèmes dans ce secteur sont vécus par toute la population, mais ils sont plus aigus pour les femmes, parce qu'elles doivent assurer l'approvisionnement de leur famille en combustible, en eau potable, en produit alimentaire.

III. JUSTIFICATION

Dans le domaine du sous-secteur de l'électricité, la RCA fait face à deux préoccupations majeures inhérentes à l'amélioration de l'accès des populations rurales à l'électricité et la mise en œuvre de ses engagements internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques en général et la réduction des émissions gaz à effet de serre en particulier. Afin de répondre à ces préoccupations, en 2017, à la du Gouvernement, le PNUD, dans le cadre de ses interventions, a initié le projet permettant de mettre en œuvre des mesures d'atténuation avec l'appui du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Le processus ayant abouti à la signature du Document de Projet (ProDoc) par le Gouvernement et le PNUD en Juin 2018, à l'installation de l'équipe du projet en Juillet 2018 et la mise ne place du Comité de Pilotage le 05 novembre 2019, a été conduit avec un pool de consultants nationaux et internationaux a été recruté par le PNUD pour l'élaboration du ProDoc. Les travaux ont conduit à la réalisation d'une étude sommaire d'identification et d'analyse des sites du projet, menée en relation avec les cadres nationaux (Direction Générale de l'Energie et ACER) sur la base des données collectées sur le terrain. Par ailleurs, une visite des 21 sites présélectionnés, a permis à l'équipe de la mission de consultation, de déterminer les critères ayant permis à la partie nationale de sélectionner les sites de Mbeko (à Mbaïki), Gbassem (à Boda), Gamboula-Kadéi (à Gamboula) et Baïdou (à Bambari) pour leur potentiel, la proximité des consommateurs et l'importance du marché électrique de ses localités qui abritent des activités d'exploitation minière, forestière et agropastorale. Il s'agit des sites pilotes pour chacun desquels il est prévu d'installer des petites centrales hydroélectriques d'une puissance de 500 kW soit au total 2 MW pour les quatre (04) sites (cf. tableau ci-dessous).

| Nom du site | Préfecture | Puissance envisagée (kW) | Cours d'eau | Localités de consommation et distance du site PCH (km) |
|------------------------|------------|--------------------------|-------------|--|
| Chute de Mbecko | Lobaye | 600 kW | Mbeko | Mbaïki 10 km du site + 4,5 km de réseau de distribution ENERCA en ville. |
| Gbassem | Lobaye | 550 kW | Loamé | Boda |

| | | | | |
|---------------------|---------------|---------------------------|--------|--|
| | | | | 1,5 km du site + Réseau de distribution ENERCA existant sur 6 km en ville. |
| Gamboula | Mambéré Kadei | 420 kW + 120 kW existante | Kadei | Gamboula 3 km du site + réseau locale existante des ONG. Pas de réseau de distribution en ville. |
| Baidou (Bac) | Ouaka | 600W | Baïdou | Bambari 13 km du site + 8,9 km Réseau de distribution ENERCA existant en ville. |

La durée du projet est de cinq (05) ans avec un budget total estimé à 19,300,000 USD dont 16,000,000 USD à mobiliser. Au terme de la mise en œuvre du projet, les quatre petites centrales hydroélectriques devant être construites permettront de fournir des services d'électricité à environ 15 000 ménages des villages des sites retenus, grâce à des mini-réseaux destinés à des activités génératrices de revenus et à l'utilisation des ménages/communautés. L'électrification des villages nécessitera la production d'environ 39 770 MWh d'électricité sur la durée du projet avec une production annuelle de 14 535 MWh à maintenir sur les 25 ans de durée de vie des installations. L'usage de l'hydroélectricité permettra d'éviter 35 000 tonnes de CO₂ au cours de la période de 5 ans du projet et 13 000 tonnes de CO₂ par la suite, sur les 21 à 23 années restantes de la vie utile des équipements. Ainsi, il est envisagé que le pays puisse éviter 327 250 tonnes de CO₂ durant toute la durée de vie des équipements (25 ans).

L'objectif global du projet de "*Promotion des petites centrales hydroélectriques pour alimenter des mini-réseaux afin d'assurer un meilleur accès aux services énergétiques modernes en République Centrafricaine (PCH-RCA)*" est d'appuyer le Gouvernement de la République Centrafricaine à "garantir l'accès à des services énergétiques efficaces, durables et modernes à la population rurale" d'ici 2030, à un coût abordable "et de manière durable, avec un impact négatif minimal sur l'environnement. Ce faisant, il permettra également de formuler un modèle d'entreprise approprié devant garantir la durabilité des mini-réseaux et assurer la promotion de l'investissement dans les mini-réseaux hydroélectriques.

Au plan stratégique, ce projet est cohérent avec la stratégie FEM-6 de lutte contre le changement climatique (CCM-1, transfert de technologie, stratégies et politiques de soutien) et vise deux objectifs stratégiques spécifiques : (1) favoriser le financement et le développement opportuns des technologies à faibles émissions de carbone et des options d'atténuation, et en démontrer les effets et, (2) : développer et mettre en œuvre un ensemble de mesures et d'initiatives stratégiques innovantes pour encourager la mise en place de mesures d'atténuation

Sur le plan opérationnel, conformément au ProDoc, le projet comprend quatre (04) objectifs spécifiques :

- (i) Doter le sous-secteur de l'électricité d'instruments politiques et financiers ainsi que de systèmes d'incitation en faveur des mini- réseaux de PCH
- (ii) Renforcer les capacités de gestion des mini-réseaux de PCH
- (iii) Construire quatre (04) mini-réseaux de PCH
- (iv) Développer les relations publiques et promouvoir des investissements dans les PCH

Afin que le projet atteigne son objectif, il est nécessaire, d'améliorer le cadre institutionnel national afin qu'il soit plus propice à la promotion des investissements dans le développement des petites centrales hydroélectriques, en établissant un instrument financier qui facilitera la participation du secteur privé à l'électrification des villages par le biais de mini-réseaux issus des petites centrales hydroélectriques dans le pays. En effet, à ce jour, le Gouvernement centrafricain, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement du sous-secteur de l'électricité, dispose depuis le 1^{er} janvier 2005, d'un Code de l'Électricité qui libéralise les activités de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité et d'une politique énergétique nationale adoptée le 18 mars 2010 nécessitant une actualisation en vue de prendre en compte les orientations émergentes notamment en ce qui concerne la promotion de l'hydroélectricité à travers les pico, micro et mini centrales en RCA y compris les autres ENR. C'est pour renforcer ce dispositif que conformément au Plan de Travail Annuel 2019 adopté par le Comité de Pilotage du projet, des travaux ont été entrepris pour l'élaboration de la Politique Énergétique Décentralisée (PED) ainsi que l'opérationnalisation d'un fonds de garanti. Tout en servant de catalyseur pour une utilisation efficace de l'énergie, afin d'améliorer les moyens de subsistance de la population centrafricaine et de stimuler la croissance économique, la réalisation de ces travaux permettra au Gouvernement d'intégrer non seulement l'énergie dans la planification nationale et sectorielle mais de prendre en compte la dimension genre dans la problématique de développement de l'électrification rurale et de favoriser l'accès des promoteurs et investisseurs au marché des PCH.

C'est dans cette optique que le Bureau du PNUD Centrafrique, dans le cadre du Projet de "*Promotion des petites centrales hydroélectriques pour alimenter des mini-réseaux afin d'assurer un meilleur accès aux services énergétiques modernes en République Centrafricaine (PCH-RCA)*", recherche le service individuel de deux consultants(es) un(e) international(e) et un(e) national(e) pour l'étude et l'élaboration d'un programme de formation continue destiné aux constructeurs et exploitants de PCH.

IV. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

L'objectif visé par la mission du/de la consultant(e) international(e) appuyé(e) par le(la) consultant(e) national(e), est d'élaborer et mettre en œuvre, pour les concepteurs et exploitants de microcentrales hydroélectriques, un plan de formation comprenant la conception des installations, la construction, l'assemblage de l'équipement et les opérations d'exploitation et de maintenance.

Sous la supervision directe de la Représentante Résidente Adjointe au Programme et en lien direct avec la Chargée de Programme Environnement et Développement Durable, le Chef de Projet (CP) et le Consultant International, assistant technique du Projet, les consultants(es), selon leurs postes, seront individuellement responsables des tâches suivantes :

1. Consultant(e) international(e) pour l'étude et l'élaboration d'un programme de formation continue destiné aux constructeurs et exploitants de PCH (Chef de file)

- **Apprécier les besoins en formation du personnel :**
 - Constituer un documentaire international nécessaire à la mission ;
 - Sur base documentaire, analyser les grandes politiques nationales ainsi que les différents états des lieux de la situation du sous-secteur de l'électricité et de la situation de la formation professionnelle et technique au plan national en vue d'identifier les liens entre domaines de développement de la petite hydroélectricité et besoins en renforcement des capacités et compétences du personnel (exploitant et développeur) ;
 - Sur la base des composantes développées par le projet PCH - RCA, identifier dans le personnel (prestataires et gestionnaires) les domaines avec des besoins et/ou carences en matière de formation basée sur le genre ;
- **Définir la méthodologie de formation à appliquer :**
 - Définir le profil des formateurs (femmes, hommes), surtout en prenant en considération les compétences nationales disponibles ;
 - Définir les outils pédagogiques ;
 - Apprécier les manuels de formation disponibles ;
 - Définir les techniques de facilitation ;
 - Définir la séquence des formations ;
 - Définir les besoins budgétaires pour couvrir les formations envisagées et proposé éventuellement un modèle de financement.
- **Définir le suivi et l'évaluation des formations**
 - Définir les techniques d'évaluation des enseignants ;
 - Définir les instruments d'évaluation des apprenants ;
 - Définir les techniques de suivi et évaluation des formations.
- **Identifier les formations à dispenser aux ressources, et élaborer un plan de formation axé sur le genre échelonné sur une période à définir (3 ou 5 ans) assorti d'un plan de mise en œuvre :**
 - Définir la durée, la catégorie et le nombre du personnel bénéficiaire de chaque formation.
 - Définir les objectifs pédagogiques de chaque formation.
- **Identifier les établissements susceptibles d'accueillir les sessions de formation ou de perfectionnement ;**
- **Produire les TDRs pour le recrutement des formateurs/trices ainsi que les TdRs pour la sélection des établissements susceptibles d'accueillir les formations ;**
- **Animer un atelier de restitution et de validation.**

2. Consultant(e) national(e) assistant technique en appui au/la Consultant(e) International(e)

Tout en étant disponible pour exécuter les missions spécifiques que peut lui confier le/la consultant(e) international(e), le consultant(e) national(e) aura à :

- **Produire les éléments d'appréciation des besoins en formation du personnel :**

- Constituer un fonds documentaire national sur la situation du sous-secteur de l'électricité (exploitation, ressources ainsi que les qualifications et plan de formation et perfectionnement)
- Constituer un fonds documentaire national sur la situation de l'enseignement professionnel et technique dans le secondaire et le supérieur (établissements publics et privés, types d'enseignement, profils des enseignants, moyens pédagogiques, moyens d'apprentissage pratique) ;
- Produire un rapport sur l'état des lieux sur les situations au plan national (i) du sous-secteur de l'électricité en termes de moyens mis en œuvre pour son exploitation (ressources humaines pour la gestion, l'exploitation et la maintenance, qualification et plan de formation et perfectionnement), (ii) de la formation professionnelle et technique en lien avec le développement de la petite hydroélectricité ;
- **Produire les éléments de base pour la définition de la méthodologie de la formation à appliquer :**
 - Produire une note sur le profil actuel des enseignants et formateurs dans les différentes spécialités de la formation professionnelle et technique ;
 - Faire un état des lieux des outils pédagogiques existants ;
 - Faire un état des lieux des manuels de formations disponibles.
- **Contribuer à la définition du suivi et l'évaluation des formations :**
 - Fournir les techniques actuelles d'évaluation des enseignants ;
 - Fournir les instruments actuels d'évaluation des apprenants ;
 - Fournir les techniques actuelles de suivi et d'évaluation des formations.
- **Organiser les contacts et rencontres pour l'identification des établissements susceptibles d'accueillir les sessions de formation ou de perfectionnement ;**
- **Participer à la rédaction des TDR pour le recrutement des formateurs/trices ;**
- **Coanimer l'atelier de restitution et de validation.**

Résultats attendus et livrables :

Pour le/la consultant(e) international(e) :

- **Livrable 1 :** Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat.
- **Livrable 2 :** Rapport (Draft 1) comprenant un état des lieux global des liens identifiés entre les domaines de développement de la petite hydroélectricité et les besoins en renforcement des capacités et compétences du personnel (exploitant et développeur).
- **Livrable 3 :** Rapport (Draft 2) comprenant le plan de formation axé sur le genre échelonné sur une période à définir (3 ou 5 ans) assorti d'un plan de mise en œuvre et ses annexes (TDRs pour le recrutement des formateurs/trices, TdRs pour la sélection des établissements susceptibles d'accueillir les formations, plan de suivi et évaluation, liste des établissements sélectionnables, besoins budgétaires pour couvrir les formations envisagées et modèle de financement).
- **Livrable 4 :** Rapport final transmettant le plan de formation et son plan de mise en œuvre ainsi que ses annexes accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.

Pour le /la consultant(e) national(e) :

- **Livrable 1 :** Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat.
- **Livrable 2 :** Rapport (Draft 1) sur les éléments d'appréciation des besoins en formation du personnel.
- **Livrable 3 :** Rapport (Draft 2) comprenant les éléments de base pour la définition de la méthodologie de la formation à appliquer, la contribution à la définition du suivi et l'évaluation des formations et la liste des établissements susceptibles d'accueillir les sessions de formation ou de perfectionnement approuvé par le/la consultant(e) international(e).
- **Livrable 4 :** Rapport de l'atelier de validation et Rapport final transmettant le plan de formation et son plan de mise en œuvre ainsi que ses annexes accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.

Méthodologie unique

La planification des missions sera coordonnée par le/la consultant(e) internationale(e) en partenariat avec son/sa binôme national(e) et l'équipe de supervision. Les Consultants(es) détermineront et soumettront individuellement

pour adoption, la méthodologie ainsi que les chronogrammes qui leur paraîtront appropriés pour mener à bien la consultation, conformément aux objectifs assignés. Des séances de restitution seront organisées à chaque étape de l'avancement de l'étude.

Chaque consultant(e) devra s'assurer de disposer de toutes les connaissances pour analyser les données techniques disponibles et réaliser des investigations et recherches complémentaires pour atteindre les objectifs qui leur sont assignés. Pour cela, les Consultants(es) doivent effectuer :

- Les rencontres et les entretiens avec les acteurs concernés (publics, privés, société civile), les partenaires, les personnes ressources et les membres de toute l'équipe de gestion du projet ;
- Les entretiens et rencontres avec les professionnels du secteur (Administrations publiques, Etablissements scolaires et universitaires publics et privés, les Associations et ONGs, etc.) ;
- La revue et l'étude de la documentation clé (ex. : Document de Projet, documents d'études ou de diagnostics sur le secteur énergétique) ;
- L'exploitation et l'analyse des informations collectées en vue de la production des rapports.

En raison des mesures restrictives prises à travers le monde pour limiter la propagation du COVID-19, les déplacements internationaux sont suspendus. Si tel est le cas dans le pays de résidence du/de la consultant(e) international(e), il/elle travaillera à distance en s'appuyant sur le/la consultant(e) national(e) pour mener à bien la mission. Les échanges d'informations et de documents se feront par l'intermédiaire du Chef de Projet qui présidera régulièrement des téléconférences par Skype ou par Zoom avec l'équipe. Si ces mesures de restrictions sont levées avant la fin des travaux, le/la consultant(e) international(e) rejoindra son site de travail à Bangui. Il/elle pourra alors prétendre au remboursement de son titre de transport et au paiement des DSA.

La Direction du Bureau du PNUD en RCA et la chargée du Programme Environnement, le Chef de Projet, le Consultant International, Assistant technique du Projet assureront le contrôle-qualité de tous les produits de la mission, en consultation avec le Centre Régional du PNUD pour l'Afrique le Coordonnateur de la Cellule de Coordination du Programme d'Electrification rurale.

V. COMPETENCES

Corporate :

- Démontre l'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies
- Promeut la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD
- Affiche la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge
- Traite toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme

Technique :

- Exécuter de façon efficace et efficiente les activités visant l'atteinte des résultats du projet ;
- Être motivé et démontrer une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre ;
- Être capable d'exécuter plusieurs tâches en même temps et de travailler sous pression et sans préavis ;
- Être familiarisé avec la formulation et la rédaction des projets et/ou programmes de changements climatiques ;
- Avoir une forte capacité d'écoute ;
- Avoir une capacité à gérer le temps et à respecter les délais ;
- Disposer d'excellentes capacités rédactionnelles et de production des documents de qualité ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, ...) ;
- Démontrer de bonnes aptitudes en communication écrite et orale en français.

Communication : Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales en français

Professionalisme :

- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

Travail en équipe :

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks

- Capacité à travailler sous pression
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel

VI. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Pour le/la consultant(e) international(e) :

Education :

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+5) en électromécanique, génie industriel, exploitation des systèmes énergétiques ou équivalent.

Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience d'au moins dix (10) années dans le développement de l'hydroélectricité et/ou l'exploitation des unités hydroélectriques ;
- Avoir des capacités techniques suffisantes et une expertise confirmée en matière de formation, de conception et d'évaluation de programmes de formation (Produire au moins une référence attestant ces compétences) ;
- Avoir une bonne connaissance des questions du genre et de la problématique de la scolarisation des garçons et des filles en général ;
- Disposer d'excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée internationale (Produire au moins un document publié ou les liens électroniques des publications) ;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, Publisher...).

Langue :

- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
- Familiarité avec l'anglais est un atout.

Pour le /la consultant(e) national(e) :

Education :

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en électromécanique, génie industriel, exploitation des systèmes énergétiques ou équivalent.

Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience d'au moins cinq (5) années dans le développement et/ou l'exploitation des unités de production, distribution et commercialisation de l'électricité ;
- Avoir des connaissances avérées et une expertise confirmée en matière de formation, de conception et d'évaluation de programmes de formation en RCA ;
- Avoir une bonne connaissance des questions du genre et de la problématique de la scolarisation des garçons et des filles en Centrafrique ;
- Avoir une connaissance du paysage institutionnel du sous-secteur de l'électricité en RCA.
- Disposer d'excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée nationale (Produire au moins un document publié ou les liens électroniques des publications) ;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, Publisher...).

Langue :

- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) et du Sangö
- Familiarité avec l'anglais est un atout.

VII. DOSSIER DE SOUMISSION

Une proposition technique incluant :

- Une lettre de motivation adressée au Représentant Résident du PNUD en RCA ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

Une offre financière incluant : les honoraires du consultant, précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables

(qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

Si le/la candidat(e) international(e) retenu(e) est dans un pays où les vols sont suspendus, le remboursement de son titre de transport et le paiement de ses DSA ne pourront intervenir que si les vols sont rétablis et qu'il/elle a effectué le voyage sur le site de la mission à Bangui, République Centrafricaine.

VIII. CRITERES D'ÉVALUATION

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

| Critères d'évaluation | Points (%) |
|--|------------|
| Consultant(e) international(e) | |
| 1. La compréhension des TdRs | 20 |
| 2. La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence | 25 |
| 2.1. Approche méthodologique | |
| ✓ Compréhension de la mission 5 points | |
| ✓ Clarté 2 points | 15 |
| ✓ Cohérence de l'approche 8 points | |
| 2.2. Plan de travail conforme à la méthodologie | |
| ✓ Exhaustivité 5 points | |
| ✓ Clarté 1 point | 10 |
| ✓ Cohérence 4 points | |
| 3. Qualifications et compétences | 45 |
| 3.1. Qualifications et expériences générales | |
| Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+5) en électromécanique, génie industriel, exploitation des systèmes énergétiques ou équivalent | |
| ✓ Master 1 7 points | |
| ✓ Master 2 12 points | 15 |
| ✓ Doctorat 15 points | |
| 3.2. Au moins dix (10) ans d'expérience dans le développement de l'hydroélectricité et/ou l'exploitation des unités hydroélectriques | |
| ✓ Moins de 10 ans 3 points | |
| ✓ Egal à 10 ans 12 points | 15 |
| ✓ Plus de 10 ans 15 points | |
| 3.3. Expériences pertinentes pour la mission | |
| ✓ Des capacités techniques suffisantes et expertise confirmée en matière de formation, de conception et d'évaluation de programmes de formation 5 points | |
| ✓ Compétences excellentes en communication et rédaction de documents de portée internationale : | 15 |
| ○ Sans mission similaire 5 points | |
| ○ Au moins 1 mission similaire 10 points | |
| 4. Capacités linguistiques | 10 |
| 4.1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) | 6 |
| 4.2. Familiarité avec l'anglais. | 4 |
| Total note technique pour le/la consultant(e) international(e) | 100 |
| Consultant(e) national(e) | |
| 1. La compréhension des TdRs | 15 |
| 2. La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence | 25 |
| 2.1. Approche méthodologique | |
| ✓ Compréhension de la mission 5 points | |
| ✓ Clarté 2 points | 15 |
| ✓ Cohérence de l'approche 8 points | |

| | |
|--|------------|
| 2.2. Plan de travail conforme à la méthodologie ✓ Exhaustivité 5 points ✓ Clarté 1 point ✓ Cohérence 4 points | 10 |
| 3. Qualifications et compétences | 50 |
| 3.4. Qualifications et expériences générales Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en électromécanique, génie industriel, exploitation des systèmes énergétiques ou équivalent ✓ Master 1 7 points ✓ Master 2 12 points ✓ Doctorat 15 points | 15 |
| 3.5. Au moins cinq (5) ans d'expérience dans le développement et/ou l'exploitation des unités de production, distribution et commercialisation de l'électricité ✓ Moins de 10 ans 5 points ✓ Egal à 10 ans 15 points ✓ Plus de 10 ans 20 points | 20 |
| 3.6. Expériences pertinentes pour la mission ✓ Connaissances avérées et expertise confirmée en matière de formation, de conception et d'évaluation de programmes de formation en RCA 5 points ✓ Connaissance du paysage institutionnel du sous-secteur de l'électricité en RCA5 points ✓ Disposer d'excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée internationale 5 points | 15 |
| 4. Capacités linguistiques | 10 |
| 4.1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) et le sangö | 6 |
| 4.2. Familiarité avec l'anglais. | 4 |
| Total note technique pour le/la consultant(e) national(e) | 100 |
| Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%. | |
| Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées. | |
| Le marché ou le contrat sera attribué au (à la) Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs ; | |
| <i>Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30</i> | |
| N.B : Les services demandeurs détermineront avec les Opérations l'option la plus adaptée en fonction de leurs besoins. | |
| Eligibilité pour l'évaluation technique | |
| Consultant(e) international(e) | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+5) en électromécanique, génie industriel, exploitation des systèmes énergétiques ou équivalent • Avoir une expérience d'au moins dix (10) années dans le développement de l'hydroélectricité et/ou l'exploitation des unités hydroélectriques • Avoir une bonne connaissance des questions du genre et de la problématique de la scolarisation des garçons et des filles en général | |
| Consultant(e) national(e) | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en électromécanique, génie industriel, exploitation des systèmes énergétiques ou équivalent. • Avoir une expérience d'au moins cinq (5) années dans le développement et/ou l'exploitation des unités de production, distribution et commercialisation de l'électricité ; | |

- Avoir une bonne connaissance des questions du genre et de la problématique de la scolarisation des garçons et des filles en Centrafrique

| | | | |
|--|---|---|-----------------|
| Mode de paiement | Le tarif journalier doit être "tout - inclus" ¹ et une feuille de temps de travail doit être soumise par le consultant, dûment approuvée par le superviseur du consultant, qui doit servir de base pour le paiement des frais. | | |
| | Par Heure | Monnaie | Montant |
| | Par jour - Oui | Monnaie | Montant |
| | Par semaine | Monnaie | Montant |
| | Les modes de paiement seront les suivants : | | |
| | Consultant(e) international(e) | | |
| | Livrables | Echéancier à la signature du contrat | Part (%) |
| | Livrable 1 : Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat | 07 jours | 20 |
| | Livrable 2 : Rapport (Draft 1) comprenant un état des lieux global les liens identifiés entre les domaines de développement de la petite hydroélectricité et les besoins en renforcement des capacités et compétences du personnel (exploitant et développeur) | 27 jours | 20 |
| | Livrable 3 : Rapport (Draft 2) comprenant le plan de formation axé sur le genre assorti d'un plan de mise en œuvre et de ses annexes | 37 jours | 20 |
| | Livrable 4 : Rapport final transmettant le plan de formation, son plan de mise en œuvre et tous ses annexes accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation | 44 jours | 40 |
| | DSA et transport, payés à l'arrivée pour la mission (si les vols sont rétablis et que le/la Consultant(e) International(e) est effectivement à Bangui) | | |
| | TOTAL | | 100% |
| | Consultant(e) national(e) | | |
| | Livrables | Echéancier à la signature du contrat | Part (%) |
| Livrable 1 : Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat | 07 jours | 20 | |
| Livrable 2 : Rapport (Draft 1) sur les éléments d'appréciation des besoins en formation du personnel | 22 jours | 20 | |
| Livrable 3 : Rapport (Draft 2) comprenant les éléments de base pour la définition de la méthodologie de la formation à appliquer, la contribution à la définition du suivi et l'évaluation des formations et la liste des établissements susceptibles d'accueillir les sessions de formation ou de perfectionnement | 32 jours | 20 | |
| Livrable 4 : Le Rapport de l'atelier de validation et Rapport final transmettant le plan de formation, son plan de mise en œuvre et tous ses annexes accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation | 42 jours | 40 | |
| TOTAL | | 100% | |
| Temps requis pour l'exécution des demandes de paiement | | | |
| L'exécution des demandes de paiements sera assujettie à l'examen et l'approbation des livrables par le(s) superviseur (s) affecté(s) au projet dans les 30 jours. | | | |

NB : Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

¹ Tout - inclus implique que tous les coûts (frais professionnels, les assurances, le transport local, les communications, les consommables, etc.) qui pourraient être encourus par le consultant sont déjà pris en compte dans le montant final présenté dans la proposition.